



## Face à la colère sociale, Macron intensifie l'austérité au profit des riches

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 15 juin 2018

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Macron va fouler aux pieds l'opinion et, malgré la chute de sa popularité et l'hostilité populaire envers le "président des riches" après son imposition autoritaire de la réforme de la SNCF, intensifier l'austérité sociale et virer vers l'extrême-droite. C'est ce qu'il a indiqué dans un discours mercredi à Montpellier devant le congrès de la Mutualité, et puis lors d'une tournée en Vendée voir le politicien d'extrême-droite Philippe de Villiers.

Mardi soir, avant de prononcer son discours à Montpellier, Macron avait fait publier une vidéo dans laquelle il s'en prenait dédaigneusement aux dépenses sociales. Le quadragénaire que la banque Rothschild a transformé en multi-millionnaire en quelques années de travail a estimé que les Français sont des assistés. "On met trop de pognon, on déresponsabilise et on est dans le curatif," a-t-il déclaré sur les soins médicaux, tout en se plaignant du "pognon de dingue" qu'investirait la France dans les minima sociaux, sans empêcher "les pauvres de rester pauvres."

Macron se lançait dans cette tournée alors que sa cote de popularité s'effondre. Avec seulement 40 pour cent de satisfaits selon un sondage Elabe du 7 juin, Macron a perdu le soutien de 19 pour cent de ses électeurs au premier tour — une population qui ne pèse que 16 pour cent des inscrits. A L'Elysée, on tentait de se rassurer que parmi les soutiens de Macron, "le socle ne se fissure pas."

Mercredi, à Montpellier, où il s'est fait siffler pendant son discours, Macron a pu mesurer encore une fois la profondeur de l'opposition sociale qui existe en France comme à travers l'Europe. Mais il a insisté qu'il maintiendrait le cap à tout prix, en appelant à des attaques sociales accrues.

Il a signalé une réduction drastique des dépenses sociales. "Il ne faut pas considérer qu'il y aurait d'un côté ceux qui croient dans la transformation sociale et qui aligneraient les lignes de crédit et ceux qui n'y croient pas et qui seraient forcés pour réduire les dépenses. Mauvaise nouvelle: les dépenses sociales, vous les payez, nous les payons."

Macron a brièvement évoqué la colère parmi de larges masses de Français face à un Etat qui bafoue régulièrement leurs droits sociaux: "Nous vivons dans un pays où la promesse républicaine est souvent déçue, car nous avons maintenu des droits formels qui souvent n'existent que sur le papier, c'est ça l'indignation française contemporaine. Pourtant nous consacrons toujours davantage de notre richesse à la protection sociale."

Pour le millionnaire à l'Elysée, la solution à apporter à cette colère est évidente. Si les

Français ne sont plus reconnaissants envers l'Etat, autant leur enlever ces acquis pour redistribuer la richesse là où le droit divin veut qu'elle se concentre: parmi les riches. Macron a poursuivi en promettant de "libérer" la France des ses entraves et, en évoquant la création de la Sécurité sociale par le Conseil national de la résistance (CNR) en 1945, de mener "une révolution profonde."

Macron réagissait à une montée d'inquiétudes au sein de son propre parti sur l'effondrement de sa popularité et la montée des luttes de classe en France, avec les grèves de cheminots, d'électriciens, à Air France et dans la fonction publique, et de ces mêmes catégories de travailleurs dans plusieurs grands pays d'Europe. Ces craintes étaient particulièrement vives face à l'adoption législative d'une réforme ferroviaire malgré l'opposition d'une large couche de cheminots qui fait encore grève contre elle.

La semaine dernière, trois conseillers de Macron — Philippe Aghion, Philippe Martin et Jean Pisani-Ferry — avaient proposé une tentative cynique de redorer son image, dans une note confidentielle dont certains propos avaient filtré à la presse. Tout en exigeant des mesures d'austérité accrues contre les travailleurs, ils avaient souligné leur angoisse face à une situation où Macron donne "l'image d'un pouvoir indifférent à la question sociale."

Macron a fait savoir qu'il ne tolérera ni un changement de politique ni un travail de communication visant à adoucir son image. Ce mépris est lui-même le signe de l'évolution vers l'extrême-droite de la bourgeoisie française. Le dirigeant d'un régime démocratique n'afficherait pas un mépris si provocateur pour les opinions et les revendications sociales de la vaste majorité des Français.

Une situation révolutionnaire se profile en France, comme dans tous les pays visés par l'austérité en Europe. Si Macron compte d'abord sur les syndicats pour étouffer les luttes ouvrières et lui permettre d'imposer ses réformes, comme dans le cas de la réforme ferroviaire, il ne se laisse aucun terrain d'entente avec des travailleurs qui déborderaient les syndicats pour se défendre contre Macron. Contre les travailleurs en lutte, Macron se prépare à jouer va-banque, en maniant avant tout la répression au risque de mettre le feu aux poudres et de provoquer un embrasement général.

S'il applaudit cyniquement les réformes menées après la Deuxième Guerre mondiale par le CNR, Macron sait par contre qu'il vise à les détruire. La législation du travail est abrogée de fait par la loi travail, qui permet aux entreprises de déroger au Code du travail avec l'approbation des syndicats, ainsi que la nationalisation des chemins de fer. Et après le statut de la fonction publique et des cheminots, dont il a déjà annoncé la mort programmée, Macron veut à présent s'attaquer aux soins financés par la Sécurité sociale.

L'effondrement final de ce qui restait des structures politiques de l'après-guerre, qui se déroule à l'international à travers les guerres, la rupture des négociations au G7 et les tensions de plus vives au sein de l'OTAN, se déroule aussi à l'intérieur. En France, la coalition des gaullistes, des social démocrates et des staliniens qui ont organisé le CNR a insisté que la République d'après guerre serait une république "sociale," destinée à organiser "l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie."

Trois quarts de siècle plus tard, la bourgeoisie a répudié ouvertement le réformisme prôné par les forces gaullistes, social-démocrates et staliniennes à la Libération du régime vichyste et nazi, pour bloquer la montée d'une lutte révolutionnaire de la classe ouvrière qu'aurait

dirigée la Quatrième Internationale.

Cela donne raison au programme avancé par le Parti de l'égalité socialiste dans la lutte contre Macron. La seule perspective viable qu'a la classe ouvrière pour se défendre de déborder les syndicats, de s'organiser indépendamment en comités d'action pour unifier les luttes en cours en France et à travers l'Europe, et de prendre la voie de la lutte pour le pouvoir.

Quant à Macron, il tisse ses liens l'extrême droite. Après Montpellier, Macron est allé en Vendée rendre visite au royaliste Philippe de Villiers, l'ex-chef du Rassemblement pour la France qui gère le parc d'attractions au Puy du Fou.

Macron avait soulevé des vagues avant son élection par sa critique de la révolution française, en déclarant que la France a besoin d'un roi: "Il y a dans le processus démocratique et dans son fonctionnement un absent. Dans la politique française, cet absent est la figure du Roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort." Après s'être recueilli sur les tombes des rois à la basilique St Denis en avril, il a souligné mercredi sa bonne entente avec de Villiers, avec qui il aurait des discussions "hautes en couleur," même si Macron a affirmé que de Villiers "ne défend ni les mêmes valeurs ni les mêmes principes que moi."

A propos de Philippe de Villiers, le conseiller de Macron Bruno Roger-Petit a déclaré, "Macron et lui ont la même conception de la verticalité de l'exercice du pouvoir." En tant qu'analyse de la relation entre Macron et la démocratie, il n'y a pas grand chose à ajouter à cela.

**Alexandre Lantier**

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Alex Lantier](http://Alex Lantier), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

Articles Par : [Alex Lantier](http://Alex Lantier)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

